

forum - Série: Sûrement assuré
Afin de mieux comprendre les assurances, nous en examinons différents aspects en cours d'année, avec des conseils de spécialistes à l'appui.

Sûrement assuré (5/6)

Assurance responsabilité civile – Partie 2 Responsabilité civile d'entreprise et responsabilité civile du fait des produits, pour la technique agricole

L'assurance responsabilité civile d'entreprise et la responsabilité civile du fait des produits protègent le patrimoine de l'entreprise de technique agricole assurée contre les prétentions légales de tiers, en matière de responsabilité civile.

Dans le cadre de cette assurance couvrant la responsabilité civile d'entreprise et la responsabilité du fait des produits, on distingue les types de risques suivants:

- **Risque découlant des installations**

Dommmages potentiels liés à la propriété ou à la possession de terrains, bâtiments ou installations servant à l'entreprise assurée.

- **Risque d'exploitation**

Dommmages potentiels liés aux activités d'exploitation, autrement dit aux processus d'exploitation et au déroulement des travaux qui ont lieu dans l'enceinte de l'entreprise ou à des lieux de travail externes.

- **Risque du fait des produits**

Dommmages potentiels liés aux produits fabriqués ou aux travaux ou autres prestations fournis par l'entreprise, qui surviennent après l'exécution de la prestation ou après la fourniture ou la fin des travaux.

Modules de couverture de la solution d'association de l'USM

La solution d'association de l'USM technique agricole comprend entre autres les couvertures standard suivantes:

- Dommages de chargement et de déchargement
- Dommages de constatation et de réparation
- Dommages aux objets travaillés et confiés
- Dommages causés à des véhicules à moteur confiés et travaillés
- Frais de rappel
- Dommages causés par des véhicules à moteur selon l'art. 71 LCR
- Renonciation à une réduction des prestations en cas de prolongation des délais de garantie
- Renonciation à l'exception en cas de négligence grave
- Dommages causés aux véhicules par les installations de lavage
- Contrôle antipollution des véhicules à moteur diesel
- Protection pénale passive
- Dommages dus aux citernes et aux conduites
- Etc.

Police technique agricole (standard)

Somme assurée **CHF 10'000'000.-** pour dommages corporels et matériels, y compris frais de prévention des dommages ainsi que des sommes d'assurance réduites pour des extensions de couverture spécifiques

Franchise de base **CHF 1'000.-** pour dommages matériels

Exemple de prime pour la technique agricole

Masse salariale AVS **CHF 500'000.-**

Prime* **CHF 1'750.-** plus timbre

* En fonction de la masse salariale et de l'évolution des sinistres



Sicher versichert (6/6)

Haftpflicht- Betriebs- u

Die Betriebs- und Produkthaftpflicht-Versicherung schützt das Vermögen des versicherten Landtechnikbetriebes gegen gesetzliche Haftpflichtansprüche Dritter.



forum-Serie: Sicher versichert
 Um den Durchblick bei Versicherungen zu verbessern, behandeln wir im Lauf des Jahres verschiedene Aspekte und geben Tipps von Fachleuten.

Versicherung – Teil 2 und Produkthaftpflicht für die Landtechnik

Deckungsbausteine Verbandslösung SMU

In der Verbandslösung SMU Landtechnik sind u.a. nachstehende Deckungen als Standard enthalten:

- Be- und Entladeschäden
- Ermittlungs- und Behebungsschäden
- Bearbeitungs- und Obhutsschäden
- Schäden an aufbewahrten und bearbeitenden Motorfahrzeugen
- Rückruftkosten
- Schäden durch Motorfahrzeuge gemäss Art. 71 SVG
- Verzicht auf Leistungskürzung bei Verlängerung von Garantiefrieten
- Verzicht auf Einrede bei Grobfahrlässigkeit
- Schäden an Fahrzeugen durch Waschanlagen
- Abgastest bei Dieselmotorfahrzeugen
- Passiver Strafrechtsschutz
- Tank- und Rohrleitungsschäden
- usw.

Police Landtechnik (Standard)

Versicherungssumme **CHF 10'000'000.–** für Personen- und Sachschäden einschliesslich Schadenverhütungskosten sowie eingeschränkte Versicherungssummen bei spezifischen Deckungserweiterungen

Grundseltstbehalt **CHF 1'000.–** bei Sachschäden

Prämienbeispiel Landtechnik

AHV-Lohnsumme **CHF 500'000.–**

Prämie * **CHF 1'750.–** zuzügl. Stempel

* abhängig von Lohnsumme und Schadenverlauf

Schäden an aufbewahrten und bearbeiteten Motorfahrzeugen sind in der Verbandslösung SMU Landtechnik automatisch mitversichert. Allerdings: Wird an einem Fahrzeugteil eine Tätigkeit (zum Beispiel Reparatur oder Wartung) ausgeführt und kommt es zu einer Beschädigung oder Zerstörung desselben, so besteht aufgrund des generellen Ausschlusses der Vertragserfüllung kein Versicherungsschutz.

Les dommages causés à des véhicules à moteur confiés et travaillés sont automatiquement assurés dans la solution d'association de l'USM pour la technique agricole. Mais: Si une activité (réparation ou entretien, par ex.) est réalisée sur une pièce de véhicule (par ex. l'unité d'un moteur) et qu'il en découle un endommagement ou la destruction de cette pièce, l'assurance n'offre pas de couverture du fait de l'exclusion générale liée à l'exécution du contrat.

Bei der Betriebs- und Produkthaftpflicht-Versicherung unterscheidet man zwischen den folgenden Risiken:

• Anlagerisiko

Schadensmöglichkeiten aus Eigentum oder Besitz von Grundstücken, Gebäuden, Anlagen, welche dem versicherten Betrieb dienen.

• Betriebsrisiko

Schadensmöglichkeiten aus betrieblichen Tätigkeiten, also aus betrieblichen Vorgängen und Arbeitsabläufen, welche auf dem Betriebsareal oder auf externen Arbeitsstätten stattfinden.

• Produkterisiko

Schadensmöglichkeiten aus Erzeugnissen, Arbeiten oder sonstigen Leistungen, die vom versicherten Betrieb hergestellt, oder geliefert wurden. Dies nach Ausführung der Leistung, nach der Lieferung oder nach Abschluss der Arbeiten.

Wie im letzten Forum erwähnt, bestehen für die Betriebs- und Produkthaftpflicht-Versicherung allgemein gültige Bedingungen, welche AVB genannt werden.

Comme nous l'évoquions dans le dernier Forum, l'assurance couvrant la responsabilité civile d'entreprise et la responsabilité civile du fait des produits est soumise à des conditions d'application générale, appelées CGA.

Partant de ces CGA, diverses extensions de couverture sont accordées selon l'activité, que l'on appelle conditions particulières ou modules complémentaires.

Celles-ci sont nécessaires dans la mesure où elles offrent une assurance supplémentaire couvrant les risques particuliers à une branche.

Solution d'association de l'USM, une couverture d'assurance complète

Lors de l'élaboration de l'assurance responsabilité civile d'entreprise et responsabilité du fait des produits produits pour la solution d'association de l'USM technique agricole, les différents risques propres à cette branche ont été analysés. Ils ont permis de réunir les modules de couverture nécessaires et disponibles et de les adapter le cas échéant, afin de pouvoir offrir la couverture la plus complète possible.

L'exercice d'activités secondaires de technique agricole, comme les travaux de serrurerie, la construction de conduites ou le ferrage de chevaux, a également été pris en compte. Sans oublier le fait que souvent, à la demande du client, des adaptations sont faites sur les marchandises, voire des modifications radicales de structure. Dans de telles situations, il est possible que l'entreprise prenne, en cas de dommage, la position d'un fabricant, ce qui représente pour l'assureur un risque supplémentaire et doit être pris en compte dans la tarification de la prime. Sinon, il se peut qu'un dommage consécutif ne soit pas couvert alors qu'on se croyait assuré !

Conclusion

L'assurance responsabilité civile est elle aussi un sujet complexe. En cas de doute, il est absolument recommandé de contacter les spécialistes de la solution d'association de l'USM. Contact et compléments d'information : www.promrisk.ch

Rob Neuhaus

Nous adressons nos remerciements à PROMRISK SA, à Neerach, pour son soutien amical et compétent.



Questions à l'expert

En matière d'assurance responsabilité civile, il faut, outre les CGA, tenir compte de nombreux détails et en particulier de la solution d'association de l'USM pour la technique agricole. Herbert Wild, directeur de PROMRISK AG, nous renseigne.

forum : pourquoi est-il si difficile de comprendre l'assurance responsabilité civile ? Elle protège pourtant dans les cas de responsabilité définis par les dispositions légales relatives à la responsabilité civile.

Herbert Wild : Si la responsabilité civile d'une personne ou d'une entreprise est engagée selon les dispositions que vous évoquez, cela ne signifie pas que l'assureur accordera automatiquement la couverture.

Pourquoi ? Pouvez-vous me citer un exemple ?

Admettons qu'une entreprise effectue une prestation de travail pour son client ou lui livre un produit : cela fera l'objet d'un contrat. Si ce travail ou le produit comportent un défaut, le contrat pour lequel l'entreprise reçoit une rémunération n'aura pas été (correctement) exécuté. Selon le cas, l'entreprise est responsable du défaut. Ici, on parle d'exécution du contrat. Or, celle-ci est par principe exclue de l'assurance.

Lors notre entretien, j'ai remarqué que l'activité d'une entreprise joue un grand rôle dans l'assurance responsabilité civile.

C'est vrai, car les activités d'une entreprise décrivent le risque et donc le potentiel de responsabilité de l'assureur. Ce qui, à son tour, fait partie intégrante de la détermination des primes. Dans le cadre de la solution d'association de l'USM technique agricole, nous avons par conséquent veillé à décrire des activités secondaires cohérentes, afin d'éviter que l'assureur soulève une exception vraisemblable.

Pourquoi a-t-on besoin de modules de couverture ?

La base de l'assurance, ce sont les CGA. Les modules de couverture sont des compléments qui permettent d'assurer une protection optimale contre les risques spécifiques à une entreprise. Il existe une grande diversité de modules de couverture et toutes les entreprises n'ont pas besoin des mêmes modules pour compléter leur assurance. D'où la différence des solutions d'assurance entre la technique agricole et la construction métallique, alors que les CGA sont les mêmes.

Qu'est-ce qu'un module typiquement destiné à la technique agricole ?

Certainement celui portant sur les dommages causés par un véhicule à moteur selon l'art. 71 LCR, qui est indispensable à toute entreprise de technique agricole.

Que doit-on également assurer ?

Les dommages causés à des véhicules à moteur confiés et travaillés sont automatiquement assurés dans la solution d'association de l'USM pour la technique agricole. Toutefois, nous avons ajouté une importante précision à la couverture de ce module.

Qu'entendez-vous par là ?

Comme tous les modules de couverture, celui-ci est formulé en principe de manière identique chez les assureurs. En particulier, les pièces de véhicules sont décrites comme une unité. Si une activité (réparation ou entretien, par ex.) est réalisée sur une pièce de véhicule (par ex. l'unité d'un moteur) et qu'il en découle un endommagement ou la destruction de

cette pièce, l'assurance n'offre pas de couverture du fait de l'exclusion générale liée à l'exécution du contrat.

Comme l'ont montré les clarifications avec le centre de formation d'Aarberg, il est souvent nécessaire d'effectuer également des activités sur une autre pièce du véhicule pour pouvoir travailler la pièce objet de la réparation. On peut considérer la première ou précédente activité comme un acte préparatoire. Dans notre précision pour la technique agricole, les actes préparatoires ne sont pas soumis à l'exclusion.

Un atout évident donc ?

On peut le voir ainsi.

Qu'entend-on exactement par dommages de constatation et de réparation ?

Vous faites bien d'en parler. Souvent, pour des raisons historiques, les techniciens agricoles pratiquent des activités sur des conduites, autrement dit ce qu'on appelle des raccords domestiques. Si une telle conduite est établie et que l'on constate ultérieurement qu'elle a une fuite, cela peut entraîner des coûts considérables. Supposons que la conduite soit posée sous un revêtement, du bitume ou des pavés par exemple, celui-ci doit être détruit et remplacé pour éliminer la fuite. C'est ce qui est couvert par le module en question. En revanche, les dommages causés à la conduite livrée ou travaillée ne sont pas assurés, ni les frais d'élimination du défaut.

Pourquoi une entreprise a-t-elle besoin de la carte grise d'assurance ?

La carte grise est établie par l'assureur responsabilité civile et est la condition nécessaire pour que le service des automobiles autorise le trafic interne à l'entreprise (art. 33 OAV) pour les véhicules sans permis de circulation ni plaques de contrôle. Mais la carte grise est également indispensable pour obtenir une plaque professionnelle et requiert la couverture selon l'art. 71 LCR (« Entreprises de la branche automobile »).

Vous évoquez la plaque professionnelle : c'est un sujet permanent, non ?

Tout à fait, elle fait l'objet de diverses discussions, en particulier concernant les personnes habilitées et l'assurance casco. Si un véhicule à moteur est doté d'une plaque professionnelle, l'art. 25 de l'Ordonnance sur l'assurance des véhicules (OAV) n'autorise par principe que des personnes telles que le propriétaire ou des employés de l'entreprise à conduire le véhicule. Cela englobe aussi les membres de la famille du propriétaire de l'entreprise ou du directeur de l'entreprise, lorsqu'ils vivent avec ces derniers sous un même toit. En cas de transfert d'un véhicule dans l'intérêt de l'entreprise, le propriétaire peut mandater d'autres personnes, dans la mesure où celles-ci conduisent elles-mêmes le véhicule. Les personnes intéressées par l'achat d'un véhicule doté d'une plaque professionnelle peuvent elles aussi effectuer des trajets sans accompagnement. La loi exige d'enregistrer ces trajets. Concernant l'assurance casco pour la plaque professionnelle, soulignons qu'elle n'offre par principe aucune couverture sur le site de l'entreprise.



Fragen an den Experten

Bei der Haftpflichtversicherung gilt es neben den AVB zahlreiche Details und insbesondere die Verbandslösung SMU Landtechnik zu beachten. Herbert Wild, Geschäftsführer der PROMRISK AG, gibt dazu Auskunft.

forum: Warum ist es so schwierig, die Haftpflichtversicherung zu verstehen? Sie gewährt doch Versicherungsschutz für die Haftung aufgrund der gesetzlichen Haftpflichtbestimmungen.

Herbert Wild: Haftet eine Person oder ein Betrieb aufgrund der genannten Bestimmungen, so bedeutet dies nicht, dass der Versicherer per se den Versicherungsschutz gewährt.

Warum nicht? Können Sie mir ein Beispiel geben?

Erbringt ein Betrieb für seinen Kunden eine Arbeitsleistung oder liefert er ein Produkt, so ist dies Gegenstand eines Vertrages. Ist diese Arbeit oder das Produkt mangelhaft, so wurde der Vertrag, für welchen er eine Geldleistung erhält, nicht oder nicht richtig erfüllt. Je nachdem haftet der Betrieb für diesen Mangel. Man spricht hier von Vertragserfüllung und diese ist grundsätzlich von der Versicherung ausgeschlossen.

In unserem Gespräch ist mir aufgefallen, dass der betrieblichen Tätigkeit in der Haftpflichtversicherung eine grosse Bedeutung zukommt.

Dem ist so, denn die betrieblichen Tätigkeiten beschreiben das Risiko und damit das Haftungspotential des Versicherers. Dies wiederum ist Bestandteil der Prämienfestlegung. Bei der Verbandslösung SMU Landtechnik haben wir daher darauf geachtet, dass auch naheliegende Nebentätigkeiten beschrieben sind, damit eine denkbare Einrede des Versicherers vermieden wird.

Wozu braucht es denn Deckungsbausteine?

Basis der Versicherung bilden die AVB. In Ergänzung dazu gibt es Deckungsbausteine, welche für die betriebsspezifischen Risiken einen optimalen Versicherungsschutz gewähren sollen. Die Vielfalt dieser Deckungsbausteine ist sehr gross und nicht jede Betriebsart benötigt die gleichen Bausteine für einen erweiterten Versicherungsschutz. Daher sind die Versicherungslösungen bei der Landtechnik und beim Metallbau unterschiedlich – nicht jedoch die AVB.

Was muss ich unter einem typischen Baustein für die Landtechnik verstehen?

Sicherlich denjenigen für Schäden durch ein Motorfahrzeug gemäss Art. 71 SVG, was für jeden Landtechnikbetrieb ein Muss ist.

Was sollte ebenfalls versichert sein?

Schäden an aufbewahrten und bearbeiteten Motorfahrzeugen sind in der Verbandslösung SMU Landtechnik automatisch mitversichert. Allerdings haben wir bei diesem Baustein die Deckung mittels einer wichtigen Präzisierung erweitert.

Das heisst?

Wie alle Deckungsbausteine ist auch dieser bei den Versicherern grundsätzlich gleich formuliert. Insbesondere werden Fahrzeugteile als Einheit beschrieben. Wird an einem Fahrzeugteil (z.B. Einheit eines Motors) eine Tätigkeit (zum Beispiel Reparatur oder Wartung) ausgeführt und kommt es zu

einer Beschädigung oder Zerstörung desselben, so besteht aufgrund des generellen Ausschlusses der Vertragserfüllung kein Versicherungsschutz.

Wie die Abklärungen mit dem Bildungszentrum Aarberg ergeben haben, müssen oftmals auch Tätigkeiten an einem anderen Fahrzeugteil ausgeführt werden, damit derjenige Fahrzeugteil, welcher Gegenstand der Reparatur ist, bearbeitet werden kann. Man kann die erste oder vorgelagerte Tätigkeit als Vorbereitungshandlung betrachten. In unserer Präzisierung für die Landtechnik fallen Vorbereitungshandlungen nicht unter den Ausschluss.

Also ein klarer Pluspunkt?
Das darf man so sehen.

Was muss man eigentlich unter Ermittlungs- und Behebungs-schäden verstehen?

Gut, dass Sie das ansprechen. Oftmals betreiben Landtechniker aus historischen Gründen den Betriebszweig Wasserwerkleitungen, also sogenannte Hausanschlüsse. Wird nun eine solche Leitung erstellt und es stellt sich später heraus, dass diese an einer Stelle undicht ist, kann dies erhebliche Kosten zur Folge haben. Angenommen, die Leitung liegt unter einem Belag wie zum Beispiel Teer oder Pflasterung, dann muss dieser zur Behebung der Undichtheit zerstört und ersetzt werden. Das ist über diesen Baustein versichert. Nicht versichert sind wiederum der Schaden an der gelieferten oder bearbeiteten Leitung und die Kosten zur Behebung dieses Mangels.

Wofür braucht ein Betrieb die graue Versicherungskarte?

Die graue Karte wird vom Haftpflichtversicherer ausgestellt und ist Voraussetzung, dass das Strassenverkehrsamt den werkimernen Verkehr (Art. 33 VVV) für Fahrzeuge ohne Fahrzeugausweis und Kontrollschilder bewilligt. Aber auch für den Erhalt eines Händlerschildes ist eine graue Karte erforderlich und benötigt die Deckung gemäss Art. 71 SVG («Unternehmen des Motorfahrzeuggewerbes»).

Apropos Händlerschild, das ist doch auch ein stetes Thema?

Richtig, dazu gibt es vielfältige Diskussionen, insbesondere betreffend der berechtigten Personen und der Kaskoversicherung. Ist ein Motorfahrzeug mit einem Händlerschild versehen, so sind gemäss Art. 25 der Verkehrsversicherungsverordnung (VVV) grundsätzlich nur Personen, wie Inhaber oder Angestellte des Betriebes zu Fahrten berechtigt. Ebenso Familienangehörige der Betriebsinhaber oder Betriebsleiter, wenn sie mit dem Inhaber oder Leiter des Betriebes im gleichen Haushalt leben.

Liegt eine Überführung eines Fahrzeuges im Interesse des Betriebes, kann der Betriebsinhaber andere Personen damit beauftragen, sofern diese das Fahrzeug selber führen. Auch Kaufinteressenten dürfen mit einem Fahrzeug, welches mit Händlerschild versehen ist, unbegleitete Fahrten machen. Gemäss Gesetz sind solche Fahrten aufzuzeichnen. Betreffend Kaskoversicherung beim Händlerschild sei darauf verwiesen, dass diese grundsätzlich keine Deckung auf dem Betriebsreal gewährt.

Basierend auf diesen AVB werden je nach Branchentätigkeit Deckungserweiterungen gewährt, welche als Besondere Bedingungen oder Zusatzbedingungen bezeichnet werden.

Diese sind insofern notwendig, als sie zusätzlichen Versicherungsschutz für die Risiken der jeweiligen Branche gewähren.

Verbandslösung SMU – umfassender Versicherungsschutz

Beim Aufbau der Betriebs- und Produkthaftpflicht-Versicherung für die Verbandslösung SMU Landtechnik wurden die verschiedenen Risiken dieser Branche analysiert. Anhand derer wurden die notwendigen und erhältlichen Deckungsbausteine zusammengestellt und wo notwendig angepasst, um einen möglichst umfassenden Versicherungsschutz gewähren zu können.

Weiter wurde berücksichtigt, dass in der Landtechnik Nebentätigkeiten, wie Schlosserarbeiten, Wasserwerkleitungsbau oder Hufbeschlag ausgeübt werden. Ebenso wurde der Umstand einbezogen, dass oftmals auf Kundenwunsch Anpassungen an den Handelswaren oder grundlegende Konstruktionsänderungen vorgenommen werden. In solchen Fällen ist es denkbar, dass der Betrieb im Schadensfall die Stellung eines Herstellers einnimmt oder einnehmen könnte, was für den Versicherer ein zusätzliches Risiko darstellt und in die Tarifierung der Prämie miteinbezogen werden muss. Andernfalls kann bei einem dadurch verursachten Schaden der vermeintlich bestehende Versicherungsschutz fehlen!

Fazit

Auch die Haftpflichtversicherung ist ein komplexes Thema. Im Zweifelsfall lohnt es sich unbedingt, die Fachleute der Verbandslösung SMU Landtechnik anzusprechen. Kontakt und weitere Infos: www.promrisk.ch

Rob Neuhaus

Wir bedanken uns für die freundliche und sachkundige Unterstützung durch die PROMRISK AG, Neerach.